a) L'article 4 de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949¹³,

b) L'article 13 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, du 12 août 1949¹⁴,

c) L'article 13 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, du 12 août 1949¹⁵,

d) L'article 4 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949¹⁶,

Consciente toutefois du fait que ces dispositions ne couvrent pas certaines catégories de journalistes en mission périlleuse et ne répondent pas à leurs besoins actuels,

Convaincue de la nécessité d'élaborer un nouvel accord international de caractère humanitaire afin de mieux assurer la protection des journalistes en mission périlleuse, notamment lorsqu'ils se trouvent dans une zone où existe un conflit armé,

1. *Exprime la profonde préoccupation* que lui cause le sort des correspondants de presse accomplissant des missions périlleuses;

2. *Exprime son très profond regret* que certains de ces correspondants aient payé de leur vie la haute conscience qu'ils avaient de leur mission;

3. *Invite* tous les Etats et toutes les autorités qui sont parties à un conflit armé à respecter et à faire appliquer en toutes circonstances les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 en ce qu'elles sont applicables en particulier aux correspondants de guerre qui suivent les forces armées sans en faire directement partie;

4. *Invite* le Conseil économique et social à prier la Commission des droits de l'homme d'étudier, lors de sa vingt-septième session, la possibilité d'élaborer un projet d'accord international assurant la protection des journalistes en mission périlleuse et prévoyant notamment la création d'un document d'identification universellement reconnu et garanti;

5. *Invite* la Commission des droits de l'homme à étudier cette question en priorité à sa vingt-septième session, afin qu'un projet d'accord international puisse être adopté le plus tôt possible par l'Assemblée générale ou par tout autre organe international approprié;

6. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales appropriées, de présenter un rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa vingt-sixième session;

7. *Décide* de donner la plus haute priorité à l'étude de cette question lors de sa vingt-sixième session.

1922^e séance plénière,
9 décembre 1970.

¹³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, n° 972.

¹⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, n° 970.

¹⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, n° 971.

¹⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, n° 973.

2674 (XXV). Respect des droits de l'homme en période de conflit armé

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2444 (XXIII) du 19 décembre 1968 et 2597 (XXIV) du 16 décembre 1969 et prenant note de la résolution XXIII adoptée par la Conférence internationale des droits de l'homme, tenue à Téhéran en 1968¹⁷,

Se référant à la résolution XIII et aux autres résolutions pertinentes concernant les droits de l'homme en période de conflit armé adoptées par la XXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Istanbul en 1969¹⁸,

Exprimant sa vive inquiétude devant le fait que les guerres déclenchées en violation de la Charte des Nations Unies dans plusieurs régions du monde sont la cause de malheurs et de souffrances indicibles parmi les civils,

Ayant examiné avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé¹⁹,

1. *Réaffirme solennellement* qu'afin de garantir efficacement le respect des droits de l'homme tous les Etats doivent appliquer leurs efforts à éviter de déclencher des guerres d'agression et des conflits armés qui violent la Charte des Nations Unies et les dispositions de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies²⁰;

2. *Condamne* les actes des pays qui, en violation flagrante de la Charte, continuent de mener des guerres d'agression et défient les principes généralement acceptés du Protocole de Genève de 1925²¹ et des Conventions de Genève de 1949²²;

3. *Estime* que les principes du Protocole de Genève de 1925 et des Conventions de Genève de 1949 doivent être strictement respectés par tous les Etats et que les Etats qui violent ces instruments internationaux doivent être condamnés et tenus pour responsables devant la communauté internationale;

4. *Affirme* que les personnes participant aux mouvements de résistance et les combattants de la liberté en Afrique australe et dans les territoires sous domination coloniale et étrangère et sous occupation étrangère qui luttent pour leur libération et leur autodétermination doivent, en cas d'arrestation, être traités comme prisonniers de guerre, conformément aux principes de la Convention de La Haye de 1907²³ et des Conventions de Genève de 1949;

5. *Estime* que les bombardements aériens de populations civiles et l'utilisation de gaz asphyxiants, toxiques ou autres et de tous liquides, substances ou engins analogues, ainsi que d'armes bactériologiques (biologiques), constituent une violation flagrante de la Con-

¹⁷ Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.XIV.2), p. 19.

¹⁸ Voir A/7720, annexe I, sect. D.

¹⁹ A/8052.

²⁰ Résolution 2625 (XXV).

²¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV, 1929, n° 2138.

²² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, nos 970 à 973.

²³ Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Les conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*, New York, Oxford University Press, 1918.

vention de La Haye de 1907, du Protocole de Genève de 1925 et des Conventions de Genève de 1949;

6. *Reconnaît* la nécessité de mettre au point des instruments internationaux supplémentaires assurant la protection des populations civiles et des combattants de la liberté contre la domination coloniale et étrangère ainsi que contre les régimes racistes.

1922^e séance plénière,
9 décembre 1970.

2675 (XXV). Principes fondamentaux touchant la protection des populations civiles en période de conflit armé

L'Assemblée générale,

Notant que, dans le siècle actuel, la communauté internationale a accepté un rôle accru et des responsabilités nouvelles en ce qui concerne l'allègement des souffrances humaines de toute nature, en particulier en période de conflit armé,

Rappelant qu'à cette fin une série d'instruments internationaux ont été adoptés, notamment les quatre Conventions de Genève de 1949²⁴,

Rappelant en outre sa résolution 2444 (XXIII) du 19 décembre 1968 sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé,

Consciente de la nécessité de mesures propres à assurer une meilleure protection des droits de l'homme lors des conflits armés de toutes sortes,

Notant avec satisfaction l'œuvre entreprise à cet égard par le Comité international de la Croix-Rouge,

Prenant acte avec satisfaction des rapports du Secrétaire général sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé²⁵,

Convaincue que les populations civiles ont particulièrement besoin d'une protection accrue en période de conflit armé,

Reconnaissant qu'il est important d'appliquer strictement la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949²⁶,

Affirme les principes fondamentaux ci-après touchant la protection des populations civiles en période de conflit armé, sans préjudice de l'approfondissement dont ils pourront faire l'objet à l'avenir dans le cadre du développement progressif du droit international applicable aux conflits armés :

1. Les droits fondamentaux de l'homme, tels qu'ils sont acceptés en droit international et énoncés dans des instruments internationaux, demeurent pleinement applicables en cas de conflit armé.

2. Dans la conduite des opérations militaires en période de conflit armé, une distinction doit toujours être faite entre les personnes qui prennent part activement aux hostilités et les populations civiles.

3. Dans la conduite des opérations militaires, tous efforts seront faits pour épargner aux populations civiles les ravages de la guerre, et toutes précautions nécessaires seront prises pour éviter d'infliger des blessures, pertes ou dommages aux populations civiles.

²⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, nos 970 à 973.

²⁵ A/7720 et A/8052.

²⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, n° 973.

4. Les populations civiles en tant que telles ne seront pas l'objet d'opérations militaires.

5. Les habitations et autres installations qui ne sont utilisées que par les populations civiles ne seront pas l'objet d'opérations militaires.

6. Les lieux ou régions désignés pour la seule protection des populations civiles, tels que zones sanitaires ou refuges similaires, ne seront pas l'objet d'opérations militaires.

7. Les populations civiles, ou les individus qui les composent, ne seront pas l'objet de représailles, de déplacements par la force ou de toute autre atteinte à leur intégrité.

8. La fourniture de secours internationaux aux populations civiles est conforme aux principes humanitaires de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme. La Déclaration de principe relative aux actions de secours en faveur des populations civiles en cas de désastre, contenue dans la résolution XXVI adoptée par la XXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge²⁷, sera applicable en cas de conflit armé, et toutes les parties au conflit s'efforceront de faciliter l'application desdits principes.

1922^e séance plénière,
9 décembre 1970.

2676 (XXV). Respect des droits de l'homme en période de conflit armé

L'Assemblée générale,

Rappelant que le Préambule de la Charte des Nations Unies constitue un acte de foi en la dignité et la valeur de la personne humaine,

Rappelant que l'un des buts des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre humanitaire et de promouvoir le respect des droits de l'homme,

Réaffirmant que les Etats Membres ont l'obligation de mettre fin d'urgence à toute agression armée, comme il est envisagé aux Articles 1^{er} et 2 de la Charte et dans d'autres documents pertinents de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte de l'obligation qui incombe aux Etats Membres, en vertu de la Charte, de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions 2444 (XXIII) du 19 décembre 1968 et 2597 (XXIV) du 16 décembre 1969, par lesquelles elle a invité le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité international de la Croix-Rouge, à étudier notamment :

a) Les mesures qui pourraient être prises pour assurer une meilleure application des conventions et des règles internationales de caractère humanitaire existantes lors de tout conflit armé,

b) La nécessité d'élaborer de nouvelles conventions internationales de caractère humanitaire ou d'autres instruments juridiques appropriés afin de mieux assurer la protection des civils, des prisonniers et des combattants lors de tout conflit armé,

²⁷ *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 611, novembre 1969, p. 722.